



## **Déclaration de la CFE-CGC sur Atos**

**« Le sauvetage d'Atos est possible  
et il doit désormais mobiliser toutes les énergies »**

**19 mars 2024**

La CFE-CGC, premier syndicat du groupe Atos, réagit à l'arrêt des négociations avec Airbus.

Le retrait de l'offre d'Airbus, qui fait suite à l'arrêt des discussions avec M. Kretinsky et EPEI, doit sonner la fin des projets de démantèlement de la société. Nous n'avons que trop indiqué par le passé les réserves que nous inspiraient ces plans successifs de découpe.

Nous sommes dans une situation d'urgence. Cela doit conduire à tracer de nouvelles perspectives pour notre société, qui possède tous les talents et toutes les expertises pour retrouver le chemin de la croissance.

Nous exigeons de préserver l'intégrité de notre société. Nous devons conserver One Atos.

Il est temps de passer à une vision stratégique et pas seulement financière de l'entreprise. Le problème de la dette doit être traité pour pouvoir désormais mettre en œuvre une approche véritablement industrielle.

Nous devons préserver et développer l'emploi, notamment en France, et aussi bien sûr dans toutes les implantations du groupe.

La condition impérative pour assurer non seulement la survie mais également des perspectives de croissance pour l'entreprise est de lui donner un vrai projet industriel, précis, opérationnel, et incarné.

Le projet porté par David Layani, premier actionnaire d'Atos, est aujourd'hui le seul à répondre à ces objectifs. Il est de la responsabilité du conseil d'administration de travailler dans les meilleurs délais à la mise en œuvre de ce projet. Nous n'avons perdu que trop de temps.

Nous attendons également une mobilisation immédiate du Ministre de l'Economie et des Finances M. Le Maire, et des pouvoirs publics. Nous souhaitons qu'ils prennent une position ferme et soutiennent réellement le plan de sauvetage aujourd'hui porté par David Layani et qui est le seul à permettre d'envisager un avenir industriel pour l'entreprise dans son intégralité, en préservant la souveraineté des actifs.

Il faut à présent mobiliser les énergies de la société pour un sauvetage qui est possible et qui est nécessaire pour l'entreprise, pour ses salariés, pour les parties prenantes, et pour la France.

Contacts : [contact@fieci-cgc.com](mailto:contact@fieci-cgc.com)  
[karine.dran@eviden.com](mailto:karine.dran@eviden.com)  
[philippe.talini@atos.net](mailto:philippe.talini@atos.net)